

Pour l'école, on ne doit pas se priver.



Syndicat National Unitaire des Instituteurs, Professeurs des écoles et Pédagogues

Déclaration du SNUipp-FSU 28 au CTP du 6 septembre 2010

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

43 000 écoliers et 2500 enseignants du premier degré ont retrouvé jeudi le chemin de l'école, dans notre département. Si la rentrée marque toujours un moment fort dans la vie des petits et des grands, cette année, le climat est marqué par l'urgente nécessité pour le gouvernement d'affirmer fortement une priorité pour l'éducation.

La réduction du nombre de postes n'est plus une nouveauté pour l'Education Nationale : pas loin de 50 000 suppressions depuis 2008 ! Nous en avons déjà constaté les effets : effectifs des classes augmentés, plus d'accueil des moins de 3 ans hors ZEP, RASED amputés, formation continue sacrifiée, remplacements défectueux, etc.... Nous aurions pu croire que la réforme de la formation initiale - qui entraîne la disparition des postes de stagiaires - marquerait le pas des suppressions : pas du tout ! Le non-remplacement d'un fonctionnaire à la retraite sur deux est devenu un dogme, il faut maintenant fournir des chiffres. Car c'est bien de cela qu'il s'agit, fournir du chiffre, et l'intérêt des élèves qui sont confiés à l'Education Nationale est bien secondaire. Les documents ministériels sur « le schéma d'emplois 2011-2013 » visant à « mobiliser les gisements d'efficience » nous permettent maintenant de démontrer noir sur blanc ce que nous annonçons depuis longtemps, à savoir le sabordage programmé du Service Public d'Education. Dans notre département, avec près de 300 élèves supplémentaires et seulement 3 postes pour des classes, vous gérez la pénurie et ne pouvez satisfaire toutes les situations. Nous chiffons à moins 135 postes les dotations pour l'Eure-et-Loir à l'horizon 2013. Ce sont déjà 3 places sur 5 qui disparaissent au concours de recrutement pour la session 2011.

Quel cynisme faut-il avoir pour oser laisser croire que les plus petits n'ont pas leur place à l'école, que les élèves peuvent être entassés dans les classes sans gêne pour la scolarité des plus faibles (au passage il est intéressant de noter qu'au Québec, souvent cité en exemple, on vient de décider de limiter à vingt les effectifs des classes dans les milieux défavorisés), que les écoles rurales n'ont plus d'assez bons résultats, que deux heures de soutien hors de la classe remplace l'intervention des maîtres spécialisés de RASED, que les psychologues scolaires peuvent disparaître, que des étudiants vacataires suffisent pour assurer les remplacements, que la formation continue est secondaire, voire inutile, et doit passer hors temps scolaire ! Pourquoi cet acharnement à supprimer des postes ?

Pour la maternelle, on ne doit pas se priver.



Syndicat National Unitaire des Instituteurs, Professeurs des écoles et Pédagogues

Pour la formation, on ne doit pas se priver.



Syndicat National Unitaire des Instituteurs, Professeurs des écoles et Pégis

La crise économique récente avait déjà bon dos pour justifier la baisse de dépenses qui ne date pourtant pas d'hier, maintenant il faut aussi rassurer le milieu de la finance, qui au travers des agences de notations et leur exigence de « bonne note », harcèle les nations sur les dépenses publiques, au risque de la déconstruction de l'édifice Service Public qui a pourtant fait preuve de sa nécessité.

On voit bien que l'élève n'est plus qu'à la périphérie d'un système. La promesse présidentielle de diviser par trois en cinq ans le nombre d'élèves en difficulté à l'entrée en sixième ne sera pas tenue. Guidées par le seul souci d'économies, les réformes mises en œuvre n'ont pas permis de s'attaquer efficacement aux inégalités de réussite scolaire. Aujourd'hui, l'école a de manière urgente besoin d'évoluer et de se transformer autrement afin de répondre aux exigences de la réussite de tous.

La mise en pratique des fiches ministérielles de recherche de « gisements d'efficience » ne pourra que détériorer cette situation déjà difficile.

Sous dotée, l'école primaire française n'est pas traitée comme elle le mérite. La Cour des comptes a estimé que le budget français consacré à l'école primaire est 15 % inférieur à celui des pays comparables. Le budget 2011 prévoit que l'école devra encore se serrer la ceinture quitte à laisser de nombreux enfants au bord du chemin. Quitte à laisser un nombre grandissant d'écoles dans des situations difficiles.

Encore une fois, nous réclamons les réformes et les moyens budgétaires nécessaires à la transformation de l'école pour qu'elle soit réellement le lieu de la réussite de tous les élèves et non celle du tri social.

A l'appel du SNUipp, les enseignants des écoles distribuent, depuis jeudi, à un million d'exemplaires une lettre ouverte aux parents pour alerter sur l'importance d'une mobilisation pour l'école. Qui peut croire qu'avec moins de formation et moins de postes l'école pourrait faire mieux ?

Le 7 septembre, les enseignants du primaire, aux côtés de l'ensemble des salariés, seront très nombreux à participer à la journée de grève pour obtenir d'autres choix en matière de retraite, d'emplois et de pouvoir d'achat. Ce jour, la qualité des services publics et en particulier celui de l'éducation sera aussi au cœur de leurs exigences. Pour nos élèves, pour la maternelle, pour le remplacement, pour les Rased, pour l'ASH, pour la formation, concrètement pour l'Éducation et pour l'École on ne doit pas se priver.

Pour les Rased, on ne doit pas se priver.



Syndicat National Unitaire des Instituteurs, Professeurs des écoles et Pégis